

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

Convention collective nationale

IDCC : **7024** | **PRODUCTION AGRICOLE ET CUMA**
(15 septembre 2020)

Convention collective nationale

IDCC : **7025** | **ENTREPRISES DE TRAVAUX ET SERVICES AGRICOLES, RURAUX ET FORESTIERS**
(8 octobre 2020)

Convention collective

IDCC : **9721** | **EXPLOITATIONS DE POLYCULTURE, DE VITICULTURE, D'ÉLEVAGE**
(Sarthe)
(12 février 1974)

Convention collective

IDCC : **9722** | **EXPLOITATIONS HORTICOLES ET PÉPINIÈRES**
(Sarthe)
(31 mai 1974)

Convention collective

IDCC : **9725** | **CHAMPIGNONNIÈRES**
(Sarthe)
(30 avril 1968)

(Voir page suivante.)

Avenant n° 8 du 14 novembre 2024

NOR : AGRS2597099M

IDCC : 7024, 7025

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

**Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles de la Sarthe ;
Entrepreneurs des territoires de la Sarthe ;**

**Union des coopératives d'utilisation de matériel agricole des Pays de la Loire
section de la Sarthe ;**

VERDIR Pays de la Loire,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

Union syndicale CGT de l'agroalimentaire et des forêts de la Sarthe ;

Syndicat général agroalimentaire CFDT de la Sarthe ;

Union départementale FO de la Sarthe

Fédération de l'agriculture CFTC Agri ;

Syndicat national des cadres d'entreprises agricoles SNCEA CFE-CGC,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Afin de mettre en conformité la définition du groupe assuré avec le décret n° 2021-1002 du 30 juillet 2021 relatif aux critères objectifs de définition des catégories de salariés bénéficiaires d'une couverture de protection sociale complémentaire collective, les partenaires sociaux ont décidé de modifier les dispositions de l'accord collectif de prévoyance interprofessionnel du 17 juin 2009, en fonction des dispositions prévues par « l'accord national du 10 juin 2008 sur une protection sociale complémentaire en agriculture et la création d'un régime de prévoyance. »

Il est également précisé qu'en application de l'article L. 2261-23-1 du code du travail, le présent avenant ne comporte pas de stipulations spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés. En effet, les entreprises de la branche sont majoritairement constituées par des effectifs de moins de 50 salariés. Aussi, les dispositions du présent accord s'appliquent à toutes les entreprises de la branche, y compris les TPE de moins de 50 salariés, et ce afin de ne pas remettre en cause le régime social et fiscal de faveur attaché au présent régime.

Article 1^{er} | **Modifications des articles de l'accord de prévoyance du 14 décembre 2010**

L'article 1.3 « Bénéficiaires » est annulé et remplacé comme suit :

« Article 1.3 | *Bénéficiaires*

Les dispositions de l'accord collectif de prévoyance interprofessionnel du 14 décembre 2010 s'appliquent à tous les salariés ne relevant pas des articles 2.1 et 2.2 de l'accord national interprofessionnel relatif à la prévoyance des cadres du

17 novembre 2017 sans condition d'ancienneté et relevant du champ d'application de l'accord, à l'exclusion :

- des salariés relevant des articles 2.1 et 2.2 de l'accord national interprofessionnel (ANI) relatif à la prévoyance des cadres du 17 novembre 2017 et des techniciens, agents de maîtrise, cadres relevant de la convention collective du 2 avril 1952, et bénéficiant à ce titre du régime de prévoyance défini dans la convention précitée ;
- des catégories particulières de salariés (VRP par exemple) relevant d'autres dispositions conventionnelles. »

Article 2 | Entrée en vigueur

Les dispositions du présent avenant prendront effet le premier jour du trimestre civil suivant la publication de son arrêté d'extension et au plus tard au 1^{er} janvier 2025.

Article 3 | Dépôt et extension

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Le présent avenant est établi en nombre suffisant pour être déposé selon les formalités prévues à l'article L. 2231-6 du code du travail.

Fait au Mans, le 14 novembre 2024.

(Suivent les signatures.)